



La Défense, le 2 mai 2017

MESSAGE n° 2017 – 05

VIOLENCES LORS DES MANIFESTATIONS DU 1^{er} MAI Ne pas se tromper de mots (maux)...

Cher(e)s collègues,

Hier, les traditionnelles manifestations de célébration du 1^{er} mai ont été émaillées de violences contre les policiers, à Paris, Rennes, Toulouse et Nantes notamment.

Ce premier mai 2017, dans un contexte préélectoral particulier, a été une nouvelle fois le prétexte à des **déchaînements de violence sauvage et abjecte** contre les serviteurs de la République.

A l'occasion de la manifestation parisienne, plusieurs policiers, notamment issus des compagnies républicaines de sécurité ont été blessés, dont certains gravement.

Nous leur adressons notre plus entier soutien et nos vœux de total rétablissement et saluons l'engagement et le sang froid de toutes celles et ceux qui ont dû faire face à ces déchaînements de haine.

Une nouvelle fois, l'image d'un policier purement et simplement **immolé par des émeutiers** tueurs de flics dont l'organisation et la détermination à semer le chaos sont à la hauteur de la bestialité, a été diffusée dans les médias, dont certains continuent benoîtement ou à dessein de qualifier ces scènes d'« affrontements », comme s'il s'agissait de joutes, comme s'il s'agissait d'un jeu.

Notre préoccupation est immense en ces temps troublés alors que des groupuscules d'apprentis assassins appartenant à la mouvance anarcho-libertaire notamment, arpentent les rues, tentant de profiter d'une mobilisation citoyenne.

Les autorités ont multiplié depuis hier les mots de soutien et de condamnation, qui deviennent malheureusement des symboles préférés alors que des policiers brûlent. Car il ne suffit pas -même si c'est nécessaire- de rendre hommage à ceux qui sont tombés, il faut aussi penser aux autres et à leurs proches pour lesquels il est tout simplement insupportable de se résoudre à devenir les victimes expiatoires d'une fraction d'individus qui foulent aux pieds nos valeurs et les lois de la République.

Car le maintien de l'ordre de nos jours n'a, hélas, plus rien à voir avec le maintien de l'ordre d'hier. Ce ne sont plus les institutions ou des bâtiments, qui sont frappés, ce sont les hommes en bleu que l'on cherche à tuer.

L'Etat ne doit pas, ne peut pas trembler et s'inhiber, terrorisé par la force qu'il pourrait utiliser : peur d'user du canon à eau, peur du dommage collatéral, du défenseur des droits, du scandale médiatique...

La police ne pourra pas continuer de servir d'exutoire à la haine, et à absorber la violence de groupes qui entendent démanteler la République, qu'ils se réclament d'extrémismes politiques ou de toute autre idéologie, parfois d'ailleurs habilement conceptualisée et intellectualisée avec d'évidentes complicités.

Nous exhortons les autorités politiques et administratives à une réflexion globale sur le maintien de l'ordre en France, qui devra questionner de manière très précise non seulement les modalités tactiques et techniques d'intervention sur le terrain mais aussi les solutions juridiques adaptées pour empêcher le passage à l'acte des casseurs.

Céline BERTHON
Secrétaire Général

